

concernant l'absorption «réglementée» des réfugiés en nombre considérable dans l'espace de l'Union européenne (2015).

**2.2. L'inégalité globale.** Beaucoup d'études de certaines organisations internationales (l'ONU, le FMI, la BM, l'OCDE) et entités privées (universités et instituts de recherche renommés) traitent assidûment le phénomène de l'inégalité, notamment en termes économiques, respectivement la dispersion et la distribution de la richesse créée par le modèle économique actuel, de plus en plus ouvert par la globalisation. L'inégalité a englobé tant la structure de l'économie globale, que celle des Etats souverains individuels. Les concentrations soit de richesse, soit de pauvreté sont caractéristiques tant à l'échelle globale, qu'au cadre des économies nationales, la dichotomie entre pays riches et pays pauvres atteignant un croisement d'épreuves difficiles pour le social. Paradoxalement, l'inégalité globale se manifeste sur le fond et sur une tendance historique de l'augmentation de la richesse planétaire, commençant pratiquement avec la première révolution industrielle. Les pays qui ont «rejoint» la révolution respective sont devenus de plus en plus riches, par rapport au reste du monde, la comparaison elle-même signifiant inclusivement *l'écart (gap)* entre les pays riches et entre ceux-ci et les autres pays. L'inégalité, à partir de l'ensemble global, doit être vue jusqu'au niveau du citoyen.

La mesure dans laquelle la globalisation d'aujourd'hui est la cause de la croissance des inégalités économiques, au sein des pays et entre les pays, est discutable. Mais, vue comme une caractéristique réelle, comme résultat ou résidu des modèles économiques pratiqués par différents pays, la détermination de l'inégalité dépend moins des ressources naturelles, mais très beaucoup des politiques mises en œuvre par une autorité, qu'elle soit démocratique ou dictatoriale. Comme conséquence, on peut apprécier qu'au sens inattendu de la croissance économique, de tous les temps, incombe l'inégalité entre les pays et en leur sein, et son observation comme un grand risque du présent interroge de manière objective les limites et le paradigme du modèle de croissance.

Les statistiques parviennent à mesurer l'inégalité globale, l'inégalité entre les pays et l'inégalité au sein des pays. *L'inégalité globale*, d'un point de vue historique, a augmenté jusqu'aux années '70, puis elle a été plafonnée jusqu'aux années 2000. L'émergence a initié un processus de rattrapage (*catch-up*) de la part d'autres pays par rapport aux pays toujours considérés comme développés (en particulier la Chine et l'Inde), et une certaine convergence entre les pays, en termes de PIB / habitant, semble avoir conduit à une légère diminution de l'inégalité globale, mais elle reste significative. L'effet actuellement observable est que, à mesure que les inégalités entre les pays diminuent, les inégalités à l'intérieur des pays augmentent. Ce qui est préoccupant, c'est ce dernier aspect des inégalités, au niveau et à l'intérieur des pays, et, dans les conditions de l'acceptation (encore) de la suprématie des Etats-nations souverains en conflit avec la globalisation, l'instabilité politique et sociale au niveau des Etats devient un risque pour la sécurité globale.

Sans doute, la question des inégalités a été précipitée, du point de vue de la perception, par la crise financière et ses effets au niveaux global et au niveau des Etats. Dans ce que nous appelons la composition de l'inégalité globale, même sur le fond d'une convergence déjà évoquée, on voit toutefois la persistance de grandes différences entre les moyennes des revenus par pays.

**2.3. Globalisation et populisme.** Le populisme est, selon Martin Sandbu<sup>6</sup>, par exemple, comme la vague qui dépasse l'expression de la manière dont la politique est faite, et non pas son fond ou son contenu. Les aspects de démagogie adressée à ceux qui veulent éliminer l'ordre actuel au sein d'un Etat prévalent. A ceux-ci s'ajoutent les messages forts d'anti-globalisation, de nationalisme et de nativisme, un activisme étatique de type keynésien, en exacerbant l'aversion envers les règles fondamentales des décisions de politique économique. On dit que le marché va amendera de tels dérapages, à condition qu'il reste libre en termes d'initiative et de concurrence.

---

<sup>6</sup> Sandbu, Martin, 2016, *What is populism?* dans *Free Lunch*, *Financial Times*, 2 décembre.